

Source :

http://www.trainingvillage.gr/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/473/C27A4FR.html



cedefopinfo
sur la formation professionnelle en Europe

N° 2/2007

Les cadres nationaux de qualifications se développent parallèlement au cadre européen des certifications

À l'heure actuelle, de plus en plus de pays européens développent et mettent en place des cadres nationaux de qualifications (CNQ). Ce processus, qui s'est accéléré en 2005 et 2006, semble être étroitement, mais non exclusivement, lié au lancement du cadre européen des certifications (CEC). Le fait que de si nombreux cadres nationaux soient liés au CEC avant l'adoption de ce dernier (attendue pour novembre 2007), montre que les cadres nationaux reprennent largement les principes régissant le CEC.

Le concept

L'idée d'un cadre montrant comment les qualifications peuvent être en corrélation les unes avec les autres n'est pas nouvelle. Les organisations professionnelles ont défini pendant des siècles des hiérarchies de compétences - les précurseurs des cadres sectoriels et mêmes des cadres nationaux de qualifications actuels. Parallèlement, les universités ont établi des méthodes communes de reconnaissance des progrès au sein de l'enseignement supérieur, définissant ainsi une autre hiérarchie de qualifications.

Ce qui est novateur avec le cadre national de qualifications moderne, c'est la tendance au développement de cadres unanimement acceptés, qui englobent les résultats d'apprentissage de différents domaines (école, travail, enseignement supérieur, enseignement destiné aux adultes) et qui sont clairement liés aux stratégies d'éducation permanente. Tous ces cadres ont pour objectifs l'intégration et l'amélioration des qualifications, ainsi que leur reconnaissance à grande échelle sur le marché du travail.

Développement des CNQ en Europe

Relativement peu de pays - l'Irlande, la France, Malte et le Royaume-

Uni (Angleterre, Écosse et Pays de Galles) - ont adopté ou mis en œuvre un cadre national de qualifications. À l'exception de Malte, ces pays ont développé leur cadre avant le lancement du CEC, en réponse à un agenda politique national. Le cas irlandais illustre la façon dont ces premiers cadres englobent les principes du CEC. Les dix niveaux du cadre national irlandais (adopté en 2003) comprennent tous les niveaux de l'enseignement, des tout premiers stades jusqu'aux plus avancés; et chaque niveau est basé sur des normes acceptées au niveau national, exprimées en résultats d'apprentissage. Le développement est actuellement en train d'assurer une approche plus cohérente des résultats d'apprentissage, des transferts d'unités capitalisables et de la reconnaissance des acquis non formels. Des objectifs similaires sont poursuivis dans d'autres pays ayant mis en place des CNQ: ceux-ci se concentrent sur des normes basées sur les résultats d'apprentissage, sur l'assurance qualité, sur la corrélation entre les qualifications et sur les problèmes d'accès et de transfert. L'attitude envers les CNQ dans les autres pays européens peut être classée comme suit (1):

- un premier groupe de pays (l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie et la Turquie) se sont engagés, politiquement et/ou juridiquement, à développer un cadre national de qualifications explicitement lié au CEC;
- un deuxième groupe de pays (l'Estonie, l'Islande, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Roumanie et la Suède) ont commencé la préparation d'un CNQ mais ne sont pas engagés dans la mise en œuvre d'un cadre unanimement reconnu. Ce groupe comprend des pays à différents stades, de la réflexion initiale à l'engagement final;
- un troisième groupe de pays (Chypre, la Finlande et la Grèce,) n'ont pas encore commencé les préparatifs, ou ont décidé qu'un CNQ reconnu ne constitue pas une priorité (p. ex., la Finlande).

À part quelques exceptions (p.ex., la République tchèque), la plupart des pays ont débuté des activités systématiques après le début du processus de consultation du CEC en juillet 2005; cependant, alors que le CEC a joué un rôle important de catalyseur pour la réforme, le développement rapide des CNQ ne peut être compris sans tenir compte des objectifs politiques spécifiques de chaque pays. Des similitudes sont cependant frappantes:

- l'approche des résultats d'apprentissage est largement acceptée, indépendamment de l'attitude envers les CNQ. Certains pays pour lesquels le développement d'un CNQ n'est pas une priorité pourraient donc être bien placés pour mettre leurs qualifications en relation avec le CEC, la Finlande étant un bon exemple. L'accent mis sur les résultats d'apprentissage est

étroitement associé à la volonté de transparence des qualifications, une condition qui peut être considérée comme nécessaire pour parvenir à une éducation continue plus riche, plus juste et de meilleure qualité. Il faut constater que, jusqu'à présent, l'approche des résultats a été plus fermement intégrée à l'enseignement et à la formation professionnels qu'à l'enseignement général et supérieur.

- L'assurance qualité est un des aspects clés des CNQ et un prérequis pour mettre les niveaux nationaux de qualifications en relation avec le CEC.
- De nombreux pays choisissent d'adopter une structure à 8 niveaux pour leur CNQ (la Flandre et la Wallonie en Belgique, la Croatie, la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne, la Turquie, le Royaume-Uni [Angleterre et Irlande du Nord]). Cela peut, dans certains cas, être vu comme un effort pour rendre les cadres nationaux aussi semblables que possible à la structure du CEC. Mais les CNQ irlandais et écossais (respectivement 10 et 12 niveaux) montrent que cette structure n'est pas la seule option. Les premières expériences irlandaises mettant leurs niveaux de qualifications en relation avec le CEC ne posent aucun problème important, tant que les résultats étayent tant le cadre national que le cadre européen.
- Certains pays (la Flandre en Belgique, la Bulgarie, la France, le Portugal) mettent en place un répertoire national de qualifications en parallèle avec le développement d'un CNQ. Ce répertoire peut être considéré comme une condition à la transparence. Il est bien illustré par le Répertoire national des certifications professionnelles en France, qui couvre actuellement 4000 qualifications dans les principaux domaines de l'éducation, de la formation et de l'enseignement.
- De nombreux pays voient les systèmes de validation des acquis non formels et informels comme faisant partie intégrante du développement des CNQ (l'Autriche, la Croatie, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal).

L'effet des CNQ sur l'enseignement et la formation professionnels

Le développement et la mise en place des cadres nationaux de qualifications offre, en Europe, du point de vue de l'enseignement et de la formation professionnels, un certain nombre de possibilités:

- en considérant la signification plutôt que la provenance des qualifications, les CNQ peuvent aider à assurer la parité entre l'enseignement et la formation professionnels et les autres formes d'enseignement;
- les CNQ peuvent offrir une corrélation entre la formation professionnelle et les autres segments de l'enseignement et de

la formation en permettant aux qualifications professionnelles d'être combinées aux autres sections du système d'enseignement;

- les CNQ, qui sont en étroite relation avec le CEC, peuvent aider au renforcement de la dimension internationale de l'enseignement et de la formation professionnels, en mettant l'accent sur les normes mondiales établies;
- les CNQ peuvent mieux mettre en relation l'enseignement et la formation professionnels publics et privés
- L'approche des résultats d'apprentissage, qui a été principalement développée au sein de l'enseignement et de la formation professionnels, peut mettre en relation plus étroite l'enseignement et le marché du travail et améliorer l'évaluation des futurs besoins de compétences.

Pour pouvoir avancer dans ces différentes directions, une approche de l'enseignement en continu doit guider le développement des CNQ ainsi que celui du CEC. Par exemple, nous devons être sûrs que les cadres de qualifications pour l'enseignement supérieur (dans le cadre de la coopération de Bologne) soient fermement intégrés dans un cadre complet. L'alternative - avec les trois cycles académiques séparés des autres parties du système d'enseignement et de formation, contrairement aux grandes lignes du système ci-dessus - ne pourrait pas offrir ce que ces cadres ont pour objectif d'offrir: un accès amélioré à l'éducation et la possibilité de transférer les compétences.

(1) Ce résumé est basé sur la situation en avril 2007.

Source: Cedefop/jb/ine

Tableau 1: Comparaison des niveaux de qualifications nationales et des niveaux du CEC

Différences	Niveaux de qualifications nationales	Niveaux du CEC
Fonction principale:	servir de repère pour le niveau, le volume et le type de formation	servir de repère pour toute formation reconnue dans une qualification ou définie dans un CNQ
Développé par:	les organismes régionaux, les agences nationales et les organismes sectoriels	les États membres agissant de concert
Sensible aux:	priorités locales, régionales et nationales (p.ex., niveaux de littératie, besoins du marché du travail)	priorités collectives des pays (p.ex., mondialisation des échanges)
Reconnaît la formation des personnes par:	évaluation, validation et certification	ne reconnaît pas directement la formation des personnes
Dépend actuellement de:	facteurs internes au pays	la confiance entre les utilisateurs internationaux
Qualité garantie par:	les pratiques des organismes nationaux et des institutions de formation	les pratiques nationales et la solidité des liens entre les niveaux nationaux et les niveaux du CEC
Les niveaux sont définis par référence:	aux repères nationaux présents au sein des différents lieux de formation, p.ex., la formation scolaire, le travail ou l'enseignement supérieur	à la progression générale de la formation dans le contexte des pays